

Référence : C.N.279.2013.TREATIES-XXVI.8 (Notification dépositaire)

TRAITÉ SUR LE COMMERCE DES ARMES  
NEW YORK, 2 AVRIL 2013

PROPOSITION DE CORRECTIONS DU TEXTE ORIGINAL DU TRAITÉ  
(TEXTES AUTHENTIQUES FRANÇAIS ET ESPAGNOL) ET  
DES EXEMPLAIRES CERTIFIÉS CONFORMES

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, agissant en sa qualité de dépositaire, communique :

L'attention du Secrétaire général a été attirée sur des erreurs dans les textes authentiques français et espagnol du Traité sur le commerce des armes, adopté par la résolution 67/234 B de l'Assemblée générale des Nations Unies le 2 avril 2013.

L'annexe à cette notification contient les corrections proposées aux textes authentiques français et espagnol de l'original du Traité sur le commerce des armes préparé sur la base du texte adopté. Les corrections proposées s'appliquent également aux exemplaires certifiés conformes.

Conformément à la pratique établie, le Secrétaire général propose, sauf objection à ce que soit effectuée une correction déterminée de la part d'un État signataire ou d'un État contractant, d'effectuer les corrections proposées aux textes authentiques français et espagnol de l'original du Traité sur le commerce des armes. Ces corrections s'appliqueront également aux exemplaires certifiés conformes.

Toute objection doit être communiquée au Secrétaire général dans les 90 jours à compter de la date de cette notification, soit au plus tard le 14 août 2013.

Le 16 mai 2013



Attention : Les Services des traités des Ministères des affaires étrangères et des organisations internationales concernés. Les notifications dépositaires sont publiées uniquement en format électronique. Les notifications dépositaires sont mises à la disposition des missions permanentes auprès des Nations Unies sur le site Internet de la Collection des traités des Nations Unies à l'adresse <http://treaties.un.org>, sous la rubrique "Notifications dépositaires (CNs)". En outre, les missions permanentes et toute autre personne intéressée peuvent s'abonner pour recevoir les notifications dépositaires par email à travers le "Services automatisés d'abonnement", qui est également disponible à l'adresse <http://treaties.un.org>.

C.N.279.2013.TREATIES-XXVI-8

Annex/Annexe

<i>Reference/ Référence</i>	<i>Authentic French text/ Texte authentique français</i>	<i>Proposal of corrections to the authentic French text/ Proposition de corrections du texte authentique français</i>
<b>Préambule, paragraphe 3</b>	<i>Rappelant l'Article 26 de la Charte des Nations Unies, <b>aux termes duquel il faut</b> favoriser l'établissement et le maintien de la paix et de la sécurité internationales...</i>	<i>Rappelant l'Article 26 de la Charte des Nations Unies <b>qui vise</b> à favoriser l'établissement et le maintien de la paix et de la sécurité internationales...</i>
<b>Préambule, paragraphe 4</b>	<i>Soulignant la nécessité de prévenir et d'éliminer le commerce illicite d'armes classiques et d'empêcher leur détournement vers le <b>commerce</b> illicite ou pour un usage final non autorisé...</i>	<i>Soulignant la nécessité de prévenir et d'éliminer le commerce illicite d'armes classiques et d'empêcher leur détournement vers le <b>marché</b> illicite ou pour un usage final non autorisé...</i>
<b>Préambule, paragraphe 12</b>	<i>Reconnaissant aussi les difficultés que rencontrent les victimes de conflit armé, <b>dont il est nécessaire d'assurer la prise en charge, la réadaptation et la réinsertion sociale et économique,</b></i>	<i>Reconnaissant aussi les difficultés que rencontrent les victimes de conflit armé <b>et le besoin de prise en charge adéquate, de réadaptation et de réinsertion sociale et économique de ces victimes,</b></i>
<b>Préambule, paragraphe 16</b>	<i>Reconnaissant que la société civile, notamment les organisations non gouvernementales, et le secteur industriel peuvent contribuer activement, de leur propre initiative, à faire connaître l'objet et le but du présent Traité et concourir à <b>leur réalisation,</b></i>	<i>Reconnaissant que la société civile, notamment les organisations non gouvernementales, et le secteur industriel peuvent contribuer activement, de leur propre initiative, à faire connaître l'objet et le but du présent Traité et concourir à <b>sa mise en œuvre,</b></i>
<b>Article 5.5</b>	<i>Chaque État Partie prend <b>toutes</b> les mesures nécessaires pour mettre en œuvre les dispositions du présent Traité et désigne les autorités nationales compétentes afin de disposer d'un régime de contrôle national efficace et transparent ayant pour vocation de réglementer les transferts d'armes classiques visées par l'article 2 (1) <b>ou de tout autre bien visé</b> par les articles 3 et 4.</i>	<i>Chaque État Partie prend les mesures nécessaires pour mettre en œuvre les dispositions du présent Traité et désigne les autorités nationales compétentes afin de disposer d'un régime de contrôle national efficace et transparent ayant pour vocation de réglementer les transferts d'armes classiques visées par l'article 2 (1) <b>et des biens visés</b> par les articles 3 et 4.</i>

<p><b>Article 6.1</b></p>	<p><b>Aucun</b> État Partie ne doit autoriser le transfert d'armes classiques visées par l'article 2 (1) ou <b>de tout autre bien visé</b> par les articles 3 ou 4 qui violerait ses obligations résultant de mesures prises par le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies...</p>	<p><b>Un</b> État Partie ne doit autoriser <b>aucun</b> transfert d'armes classiques visées par l'article 2 (1) ou <b>des biens visés</b> par les articles 3 ou 4 qui violerait ses obligations résultant de mesures prises par le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies...</p>
<p><b>Article 6.2</b></p>	<p><b>Aucun</b> État Partie ne doit autoriser le transfert d'armes classiques visées par l'article 2 (1) ou <b>de tout autre bien visé</b> par les articles 3 ou 4 qui violerait ses obligations internationales, résultant des accords internationaux pertinents auxquels il est partie, en particulier celles relatives au transfert <b>international</b> ou au trafic illicite d'armes classiques.</p>	<p><b>Un</b> État Partie ne doit autoriser <b>aucun</b> transfert d'armes classiques visées par l'article 2 (1) ou <b>des biens visés</b> par les articles 3 ou 4 qui violerait ses obligations internationales, résultant des accords internationaux pertinents auxquels il est partie, en particulier celles relatives au transfert ou au trafic illicite d'armes classiques.</p>
<p><b>Article 6.3</b></p>	<p><b>Aucun</b> État Partie ne doit autoriser le transfert d'armes classiques visées par l'article 2 (1) ou <b>de tout autre bien visé</b> par les articles 3 ou 4 s'il a connaissance, <b>au moment où l'autorisation est demandée</b>, que ces armes ou ces biens pourraient servir à commettre...</p>	<p><b>Un</b> État Partie ne doit autoriser <b>aucun</b> transfert d'armes classiques visées par l'article 2 (1) ou <b>des biens visés</b> par les articles 3 ou 4 s'il a connaissance, <b>lors de l'autorisation</b>, que ces armes ou ces biens pourraient servir à commettre...</p>
<p><b>Article 7.1</b></p>	<p>Si l'exportation n'est pas interdite par l'article 6, chaque État Partie exportateur, avant d'autoriser l'exportation d'armes classiques visées par l'article 2 (1) ou <b>de tout autre bien visé</b> par les articles 3 ou 4, <b>selon ce qui relève de sa juridiction et conformément à son régime de contrôle national...</b></p>	<p>Si l'exportation n'est pas interdite par l'article 6, chaque État Partie exportateur, avant d'autoriser l'exportation d'armes classiques visées par l'article 2 (1) ou <b>des biens visés</b> par les articles 3 ou 4, <b>relevant de sa compétence et conformément à son régime de contrôle national...</b></p>

<b>Article 7.6</b>	Chaque État Partie exportateur communique les informations appropriées concernant l'autorisation en question <b>aux États Parties importateurs</b> et aux États Parties de transit ou de transbordement qui en font la demande...	Chaque État Partie exportateur communique les informations appropriées concernant l'autorisation en question à <b>l'État Partie importateur</b> et aux États Parties de transit ou de transbordement qui en font la demande...
<b>Article 10</b>	Chaque État Partie prend, en vertu de sa législation, <b>les mesures nécessaires</b> pour réglementer les activités de courtage des armes classiques visées par l'article 2 (1)...	Chaque État Partie prend, en vertu de sa législation, <b>des mesures</b> pour réglementer les activités de courtage des armes classiques visées par l'article 2 (1) ...
<b>Article 17.3</b>	La Conférence des États Parties adopte les règles <b>budgétaires</b> pour son fonctionnement, <b>les règles régissant</b> le financement de tout organe subsidiaire qu'elle peut mettre en place...	La Conférence des États Parties adopte les règles <b>financières</b> pour son <b>propre</b> fonctionnement, <b>ainsi que pour régir</b> le financement de tout organe subsidiaire qu'elle peut mettre en place...
<b>Article 18.3 d)</b>	Faciliter les travaux de la Conférence des États Parties, notamment en prenant les dispositions et en fournissant les services nécessaires aux réunions <b>prévues par le</b> présent Traité; et	Faciliter les travaux de la Conférence des États Parties, notamment en prenant les dispositions et en fournissant les services nécessaires aux réunions <b>organisées en vertu du</b> présent Traité; et
<b>Dans l'ensemble du texte</b>	<b>Secrétariat</b>	<b>secrétariat</b>

<i>Reference/ Réfrence</i>	<i>Authentic Spanish text/Texte authentique espagnol</i>	<i>Proposal of corrections to the authentic Spanish text/Proposition de corrections du texte authentique espagnol</i>
Preámbulo, párrafo 6	<i>Reafirmando</i> el derecho soberano de todo Estado de regular y controlar, conforme a su propio sistema jurídico o constitucional, las armas convencionales que se encuentren exclusivamente <b>en su</b> territorio,	<i>Reafirmando</i> el derecho soberano de todo Estado de regular y controlar, conforme a su propio sistema jurídico o constitucional, las armas convencionales que se encuentren exclusivamente <b>dentro de su</b> territorio,
Preámbulo, párrafo 10	<i>Reconociendo</i> las consecuencias sociales, económicas, humanitarias y de seguridad del tráfico ilícito y no regulado de armas convencionales,	<i>Reconociendo</i> las consecuencias sociales, económicas, humanitarias y de seguridad del tráfico ilícito y <b>el comercio</b> no regulado de armas convencionales,
Preámbulo, párrafo 12	<i>Reconociendo</i> también <b>las dificultades a</b> que se enfrentan las víctimas de los conflictos armados...	<i>Reconociendo</i> también <b>los desafíos a los</b> que se enfrentan las víctimas de los conflictos armados...
Preámbulo, párrafo 13	<i>Destacando</i> que ninguna disposición del presente Tratado impide que los Estados mantengan y <b>aprueben</b> medidas adicionales eficaces para promover el objeto y fin del Tratado,	<i>Destacando</i> que ninguna disposición del presente Tratado impide que los Estados mantengan y <b>adopten</b> medidas adicionales eficaces para promover el objeto y fin del Tratado,
<i>Artículo 4</i>	Cada Estado parte establecerá y mantendrá un sistema nacional de control para regular la exportación de <b>piezas</b> y componentes cuando dicha exportación <b>permita la fabricación de</b> las armas convencionales comprendida...	Cada Estado parte establecerá y mantendrá un sistema nacional de control para regular la exportación de <b>partes</b> y componentes cuando dicha exportación <b>se haga de forma que proporcione la capacidad de ensamblar</b> las armas convencionales comprendidas...
<i>Artículo 5.3</i>	Las definiciones nacionales de cualquiera de las categorías comprendidas en el artículo 2, párrafo 1, apartados a) a g), <b>no podrán ser más restrictivas</b> que las descripciones utilizadas...	Las definiciones nacionales de cualquiera de las categorías comprendidas en el artículo 2, párrafo 1, apartados a) a g), <b>no abarcarán menos</b> que las descripciones utilizadas ...
<i>Artículo 6.3</i>	...ataques dirigidos contra bienes de carácter civil o personas civiles protegidas...	...ataques dirigidos contra bienes de carácter civil o personas civiles protegidas <b>como tales</b> ...
<i>Artículo 7.1</i>	...de conformidad con el artículo 8, párrafo 1, <b>si</b> las armas convencionales o los elementos <b>podrían:</b> a) <b>Contribuir</b> a la paz y la seguridad o <b>menoscabarlas;</b> b) <b>Utilizarse para:</b> ...	...de conformidad con el artículo 8, párrafo 1, <b>el potencial de que</b> las armas convencionales o los elementos: a) <b>Contribuyesen o menoscabasen</b> la paz y la seguridad; b) <b>Podrían utilizarse para:</b> ...

<i>Artículo 7.3</i>	...el Estado parte exportador determina que existe un riesgo <b>manifiesto</b> de que se produzca alguna de las consecuencias negativas...	...el Estado parte exportador determina que existe un riesgo <b>preponderante</b> de que se produzca alguna de las consecuencias negativas...
<i>Artículo 8.1</i>	Cada Estado parte importador tomará medidas para <b>suministrar</b> , de conformidad con sus leyes nacionales, información apropiada y pertinente...	Cada Estado parte importador tomará medidas para <b>asegurar que se suministre</b> , de conformidad con sus leyes nacionales, información apropiada y pertinente...
<i>Artículo 9</i>	...el tránsito o transbordo bajo su jurisdicción de armas convencionales comprendidas en el artículo 2, párrafo 1, de conformidad con el derecho internacional aplicable.	...el tránsito o transbordo bajo su jurisdicción <b>y a través de su territorio</b> de armas convencionales comprendidas en el artículo 2, párrafo 1, de conformidad con el derecho internacional aplicable.
<i>Artículo 11.2</i>	El Estado parte exportador tratará de evitar el desvío de las transferencias de armas convencionales comprendidas en el artículo 2, párrafo 1, por medio de su sistema nacional de control establecido con arreglo al artículo 5, párrafo 2, evaluando el riesgo de que se desvíe la exportación y examinando la posibilidad de establecer medidas de mitigación, como medidas de fomento...	El Estado parte exportador tratará de evitar el desvío de las transferencias de armas convencionales comprendidas en el artículo 2, párrafo 1, por medio de su sistema nacional de control establecido con arreglo al artículo 5, párrafo 2, evaluando el riesgo de que se desvíe la exportación y examinando la posibilidad de establecer medidas de mitigación, <b>tales</b> como medidas de fomento...
<i>Artículo 11.4</i>	Si un Estado parte detecta el desvío de una transferencia de armas convencionales comprendidas en el artículo 2, párrafo 1, tomará las medidas <b>necesarias</b> , [...], y adoptar medidas de seguimiento en materia de investigación y <b>cumplimiento</b> .	Si un Estado parte detecta el desvío de una transferencia de armas convencionales comprendidas en el artículo 2, párrafo 1, tomará las medidas <b>apropiadas</b> , [...], y adoptar medidas de seguimiento en materia de investigación y <b>aplicación de la ley</b> .
<i>Artículo 11.5</i>	... Tal información podrá incluir datos sobre actividades ilícitas, incluida la corrupción, rutas de tráfico internacional, intermediarios ilegales, <b>fuentes ilícitas de suministro</b> ...	Tal información podrá incluir datos sobre actividades ilícitas, incluida la corrupción, rutas de tráfico internacional, intermediarios ilegales, <b>fuentes de suministro ilícito</b> ...
<i>Artículo 12.2</i>	Se alienta a cada Estado parte a que lleve registros de las armas convencionales comprendidas en el artículo 2, párrafo 1, <b>que tengan como destino final su territorio</b> o sean objeto de una autorización de tránsito o transbordo <b>a través de él</b> .	Se alienta a cada Estado parte a que lleve registros de las armas convencionales comprendidas en el artículo 2, párrafo 1, <b>que sean transferidas a su territorio como destino final</b> o sean objeto de una autorización de tránsito o transbordo <b>a través de territorio bajo su jurisdicción</b> .

<i>Artículo 13.1</i>	En el plazo de un año desde la entrada en vigor del presente Tratado de conformidad con el artículo 22, cada Estado parte presentará a la Secretaría un informe inicial sobre las medidas...	<b>Cada Estado parte presentará, en el plazo de un año desde que el presente Tratado entre en vigor para ese Estado parte de conformidad con el artículo 22, un informe inicial dirigido a la Secretaría sobre las medidas...</b>
<i>Artículo 14</i>	<b>Artículo 14 Cumplimiento</b>  Cada Estado parte tomará las medidas apropiadas para hacer cumplir las leyes y reglamentos nacionales de <b>aplicación</b> de las disposiciones del presente Tratado.	<b>Artículo 14 Ejecución</b>  Cada Estado parte tomará las medidas apropiadas para hacer cumplir las leyes y reglamentos nacionales de <b>ejecución</b> de las disposiciones del presente Tratado.
<i>Artículo 15.2</i>	Se alienta a los Estados partes a que faciliten la cooperación internacional, en particular intercambiando información sobre cuestiones de interés mutuo relacionadas con la <b>aplicación y el funcionamiento</b> del presente Tratado...	Se alienta a los Estados partes a que faciliten la cooperación internacional, en particular intercambiando información sobre cuestiones de interés mutuo relacionadas con la <b>puesta en práctica y la aplicación</b> del presente Tratado...
<i>Artículo 15.5</i>	Los Estados partes se prestarán, <b>cuando así lo hayan acordado</b> y de conformidad con sus leyes nacionales, la más amplia asistencia en las investigaciones, <b>procesos y actuaciones judiciales</b> referentes a violaciones de las medidas nacionales adoptadas con arreglo al presente Tratado.	Los Estados partes se prestarán, <b>de común acuerdo</b> y de conformidad con sus leyes nacionales, la más amplia asistencia en las investigaciones, <b>enjuiciamientos y procedimientos judiciales</b> referentes a violaciones de las medidas nacionales adoptadas con arreglo al presente Tratado.
<i>Artículo 17.3</i>	La Conferencia de los Estados Partes aprobará su reglamentación financiera y la de los órganos subsidiarios que establezca, así como las disposiciones financieras que regirán el funcionamiento de la Secretaría...	La Conferencia de los Estados Partes aprobará su reglamentación financiera y la <b>que rija la financiación</b> de los órganos subsidiarios que establezca, así como las disposiciones financieras que regirán el funcionamiento de la Secretaría.
<i>Artículo 17.4</i>	La Conferencia de los Estados Partes: a) Examinará la aplicación del presente Tratado, <b>incluidas las novedades</b> en el ámbito de las armas convencionales;	La Conferencia de los Estados Partes: a) Examinará la aplicación del presente Tratado, <b>incluidos los desarrollos</b> en el ámbito de las armas convencionales;
<i>Artículo 20.3</i>	... la enmienda <b>podrá ser aprobada</b> , en última instancia, por una mayoría de tres cuartos de los Estados partes...	... la enmienda <b>será aprobada</b> , en última instancia, por una mayoría de tres cuartos de los Estados partes...



<p><i>Artículo 24</i></p>	<p><b>Duración y retirada</b> [...] 2. Cualquier Estado parte podrá retirarse del presente Tratado en ejercicio de su soberanía nacional. Para ello, deberá notificar <b>dicha retirada</b> al Depositario, quien lo comunicará a todos los demás Estados partes. La notificación de <b>la retirada</b> podrá incluir una explicación de los motivos que la justifican. <b>La retirada</b> surtirá efecto noventa días después de la fecha en que el Depositario reciba la notificación <b>de la retirada</b>, a menos que en ella se indique una fecha posterior. 3. <b>La retirada</b> no eximirá...</p>	<p><b>Duración y retiro</b> [...] 2. Cualquier Estado parte podrá retirarse del presente Tratado en ejercicio de su soberanía nacional. Para ello, deberá notificar <b>dicho retiro</b> al Depositario, quien lo comunicará a todos los demás Estados partes. La notificación <b>del retiro</b> podrá incluir una explicación de los motivos que la justifican. <b>El retiro</b> surtirá efecto noventa días después de la fecha en que el Depositario reciba la notificación <b>del retiro</b>, a menos que en ella se indique una fecha posterior. 3. <b>El retiro</b> no eximirá...</p>
<p><i>Article 26.2</i></p>	<p>El presente Tratado no podrá invocarse como argumento para anular acuerdos de cooperación en materia de defensa concluidos <b>por</b> Estados partes en él.</p>	<p>El presente Tratado no podrá invocarse como argumento para anular acuerdos de cooperación en materia de defensa concluidos <b>entre</b> Estados partes en él.</p>